



Extrait du L'École Émancipée

<http://www.ecoleemancipee.org/spip.php?article2720>

# Interview de Anne-Sophie Pelletier Garcia

- Société -

Date de mise en ligne : lundi 14 janvier 2019

---

L'École Émancipée

---

*ÉE : peux-tu revenir sur votre mobilisation ?*

Anne-Sophie Pelletier Garcia : notre mobilisation fut l'une des plus grande grèves en France, et elle a marqué aussi bien le Jura que la conscience citoyenne sur la prise en soins de nos aîné-es dans les EHPAD. Ce fut tout d'abord une mobilisation de femmes en colère, pas une colère sur leurs salaires très bas, mais une colère de ne pouvoir faire notre travail correctement. 117 jours à être sous un tivoli, chaque jour, et une médiatisation forte qui permettra que dans la foulée de notre mouvement une mission flash soit mise en place par Agnès Buzyn, afin d'analyser la situation des personnels mais aussi des personnes âgées dans les EHPAD. Cette mission, coordonnée par Caroline Fiat (aide-soignante, députée LFI), démontre que l'État ne remplit pas son devoir face à ses aîné-es et qu'il faudrait multiplier par deux le nombre de soignant-es par résident-es. Mais, c'est aussi ce que prévoyait le plan grand âge, sauf qu'aucun gouvernement n'a véritablement mis en place les préconisations qu'eux-mêmes avançaient.

*ÉE : tu parles de maltraitance institutionnelle ?*

A-SPG : nous avons appris dans nos études à travailler comme des Roll's Royce et, petit à petit, nous travaillions comme des 2 CV, voire même comme des robots. Ce n'était plus concevable pour nos consciences d'être les complices de cette maltraitance institutionnelle qui s'insinuait dans notre travail quotidien. Le sous-effectif était une pathologie chronique et aucun traitement n'avait été trouvé. Heures supplémentaires, remplacement sur jour de repos, burn-out...

Alors, nous avons stoppé nos courses effrénées dans les couloirs, regardé nos rétroviseurs de conscience et tout arrêté. Arrêter, c'est ne plus être complices de cette course à la rentabilité, arrêter c'est crier que le soin c'est de l'humain et non du chiffre ! Il fallait se résoudre à les laisser, et que ce fut difficile. Un-e soignant-e n'abandonne pas son/sa résident-e, et là, pour eux, nous devons les abandonner. Ce fut le choix le plus difficile à faire, les laisser, même pour la bonne cause.

Les personnels sont au bord de l'épuisement, en faire toujours plus, avec moins de moyens. Les soignant-es s'usent tant leurs convictions sont grandes et tant ils/elles sont dévoué-es. Si dévoué-es que les heures supplémentaires, ils/elles en font en sachant qu'elles ne seront pas payées. Soigner, accompagner, c'est leur leitmotiv, seulement ils/elles en sont empêché-es.

Nos aîné-es quant à eux/elles sont dépossédé-es, dépossédé-es de leurs biens, mais aussi dépossédé-es de leur histoire de vie. Manque de temps, plus de discussion, comment connaître ce qu'ils/elles sont et ce qu'ils/elles ont été. Leur vie d'avant est laissée devant les portes des EHPAD, leurs biens sont vendus pour payer la maison de retraite, c'est un plan d'amortissement sur leur mort qui est calculé.

C'est tout un pan de la population qui est oublié, c'est tout un pan du savoir qui meurt chaque jour en étant ghettoisé.

*ÉE : peut-on parler de victoire à l'issue de ce mouvement inédit ?*

A-S PG : notre plus grande victoire, c'est cette prise de conscience nationale de la situation de nos aîné-es dans les EHPAD. Sensibiliser la population sur les personnes âgées, cette population qui fait régner l'âgisme. La vieillesse, on ne veut pas la voir, pas l'accepter, comme si les pathologies inhérentes à celle-ci étaient contagieuses. Mais nous deviendrons tous et toutes âgé-es, et nous sommes déjà les âgé-es de demain.

## Interview de Anne-Sophie Pelletier Garcia

---

Sur notre établissement, nous avons obtenu deux postes supplémentaires, ainsi qu'une prime de 450 euros brut, et trois semaines de congés payés supplémentaires. Notre victoire, nous ne la voulions pas financière, nous la voulions dans l'humain, et l'humain, c'était avoir plus de personnel.

Maintenant, à long terme, est-ce que la situation s'arrangera pour nos aîné-es en EHPAD ? Oui, si de véritables politiques publiques sont mises en oeuvre, si on arrête la privatisation de ces lieux de vie, et surtout, oui surtout si on augmente les ratios soignant-es/résident-es. Il faut aussi que l'État valorise nos métiers par des salaires décents et par des formations adaptées aux pathologies de la vieillesse qui sont de plus en plus nombreuses.

Propos recueillis par Sophie Zafari